

ment qui conduira à des liens plus forts entre l'économie «salariée» et l'économie traditionnelle des autochtones.

Les innovations techniques sont un autre moyen de créer des possibilités d'emploi, notamment à une époque où la science et la technologie représentent un secteur de croissance pour le développement futur, sur le plan national et aussi international.

Indépendamment de la voie suivie pour diversifier l'économie, les avantages à long terme ne peuvent venir que d'un équilibre entre la croissance économique, d'une part, et le développement et la préservation d'une base saine de richesses naturelles, d'autre part. Pour cela, les gens du Nord doivent acquérir la formation et les compétences requises pour participer à l'expansion de l'économie et à la construction d'une infrastructure, une infrastructure planifiée au niveau local en vue d'encourager l'industrie à s'installer et à se développer. Je pense que les futurs programmes de développement économique du Yukon et également des Territoires du Nord-Ouest reconnaîtront ces possibilités.

En plus du développement des secteurs que j'ai mentionnés précédemment, je prévois d'autres choses qui auront une grande importance pour le Nord: le projet de modernisation du système nord-américain de défense aérienne; l'intérêt renouvelé pour un gazoduc, une idée qui fait son chemin très rapidement; des projets pétroliers dans la mer de Beaufort qui devraient créer des possibilités pour des entreprises nouvelles ou agrandies, et aussi améliorer les possibilités d'emploi des gens du Nord. Tout cela se retrouvera dans l'organisation des commissions de planification de l'utilisation des terres et dans le règlement, fondé sur l'accord de principe, des revendications territoriales des Indiens du Yukon, des Dénés, des Métis et de la Fédération Tungavik du Nunavut.

Le règlement des revendications territoriales aura une grande importance pour l'économie des territoires. L'injection directe de fonds dans l'économie aura des avantages certains.

En tant que députée de la majorité, j'ai confiance dans l'aptitude des Canadiens du Nord à progresser, à voir les défis et à les accepter. Nous les appuierons sans réserve dans leurs efforts de développement.

M. Dennis Mills (Broadview—Greenwood): Madame la Présidente, je voudrais féliciter la députée de son

Les crédits

discours. Elle a attiré mon attention sur une chose que nous semblons avoir oubliée, de ce côté de la Chambre lorsque nous parlons de dette et de déficit.

Aujourd'hui, beaucoup de députés d'en face ont rappelé que, lorsqu'ils ont pris le pouvoir, en 1984, ils ont hérité d'une dette massive. Le fait est qu'en 1980, lorsque le gouvernement libéral a repris le pouvoir, la dette nationale était d'environ 80 milliards.

Il est vrai qu'elle a doublé entre 1980 et 1984, passant à près de 170 milliards, mais c'était durant la pire des récessions. Partout au monde, les taux d'intérêt étaient dans les 21 ou 22 p. 100.

Les conservateurs ont formé le gouvernement en 1984 et, à la fin de 1988, ils avaient réussi à doubler la dette nationale, la faisant passer de 170 milliards à presque 360 milliards. Dans son discours, la députée a mentionné cette incroyable croissance de l'économie.

Ma question est très simple. Comment votre gouvernement a-t-il réussi à doubler la dette, malgré la croissance incroyable de l'économie et des taux d'intérêt et de chômage beaucoup plus bas? Quelles politiques du gouvernement n'ont pas marché, ou est-ce à cause du gaspillage?

Mme Sparrow: Je veux remercier le député de Broadview—Greenwood pour sa question. Il est intéressant de constater qu'il a soulevé deux questions importantes, dont une concerne la dette nationale et l'autre, le déficit. Effectivement, lorsque nous avons été élus en 1984, la dette nationale était de 200 milliards ou 199,5 milliards.

M. Mills: Elle était de 170 milliards.

Mme Sparrow: Je regrette, elle était de 199 milliards. Le déficit était de 38,3 milliards.

Le gouvernement dont le député faisait partie a augmenté les dépenses pour les programmes au rythme annuel de 15 p. 100 entre 1980 et 1984. Lorsque nous avons pris le pouvoir, le déficit était de 38,3 milliards. Le gouvernement précédent dépensait 16 milliards de plus pour les programmes qu'il n'en recevait et 22,5 milliards de plus pour le reste. Voilà, monsieur, qui montre bien que votre gouvernement, avec son déficit de 38,3 milliards, est responsable de la plupart des problèmes.

Depuis cinq ans, nous réduisons le déficit et nous avons maintenant un excédent sur le chapitre des dépenses pour les programmes. La situation s'est améliorée de 25 milliards. Nous n'avons aucune leçon à recevoir des